

Mardi 6 janvier 2015
Conférence de presse
Bilan des 100 jours du gouvernement

Le gouvernement que je préside a été composé le 16 septembre et la fameuse période des 100 jours arrivait donc à échéance le 25 décembre. Pour ne pas vous mobiliser en ce jour de Noël, nous avons préféré passer les fêtes avant de présenter le bilan du gouvernement.

C'est un exercice un peu particulier puisque ces traditionnels « 100 jours » s'inscrivent généralement dans un bilan de début de mandature.

Or, comme vous le savez, moi-même et les ministres qui composent le gouvernement, nous inscrivons dans la continuité des actions du gouvernement précédent présidé par Gaston Flosse.

Dans ce bilan, il y a donc des points qui n'ont fait que trouver leur concrétisation sous le gouvernement actuel alors qu'ils avaient été engagés précédemment. Ce bilan est indissociablement lié aux actions précédentes, même si, bien sûr, il y a quand même beaucoup de choses à porter à notre crédit.

Nous n'avons pas fait que de couper des rubans comme j'ai pu le lire sous une plume acerbe

Il faut aussi noter que ce bilan s'inscrit également dans le cadre des actions présentées dans le programme du Tahoeraa Huiraatira.

En préambule, je dirais que le bilan de ce gouvernement, en premier lieu, c'est aussi sa méthode de gouvernance.

Ma méthode de gouvernance, c'est avant tout la transparence dans les actes, le dialogue, la recherche du consensus le plus large.

Alors, c'est vrai, certains pourront me reprocher de ne pas aller assez vite. Mais il ne faut pas confondre vitesse et précipitation ; ne pas confondre précipitation des annonces pour se retrouver bloqué par la suite, parce que les choses ne se sont pas faites dans les formes.

En second lieu, je voudrais évoquer le renforcement du dialogue avec l'Etat. Certes, ce dialogue avait été renoué depuis 2012 avec l'élection de 3 députés du Tahoeraa et il a perduré depuis le changement de majorité en 2013. Mais je pense qu'il a pris de nouvelles formes depuis 3 mois. Au plus haut sommet de l'Etat, je pense qu'il y a une volonté de travailler ensemble, de manière constructive et sans faux-semblant.

En troisième lieu, je dois dire aussi que le gouvernement et moi-même avons dû prendre le temps de nous informer des dossiers laissés par l'ancien gouvernement. Certes, il y avait des dossiers dont nous avons entendu parler à l'Assemblée, mais ce n'est pas pour autant que nous en avons une connaissance précise.

Je pense notamment à tous les dossiers concernant les investisseurs chinois. J'y reviendrais.

Donc, au cours de ces 100 jours, nous nous sommes attelés à imprimer une nouvelle forme de gouvernance, à conforter nos relations avec notre partenaire naturel qu'est l'Etat, mais aussi avec les communes, et à reprendre les dossiers laissés par l'ancien gouvernement.

Mais bien sûr, nous avons eu nos propres actions.

Pour cette conférence de presse, j'ai demandé à chaque ministre de me faire son propre bilan d'actions. Et quand tout a été rassemblé, cela représentait près de 100 pages.

Alors rassurez-vous, je ne vais pas demander à chacun des ministres de vous faire état de l'intégralité de son bilan.

Nous allons vous présenter un bilan assez synthétique et par grandes thématiques. Ce n'est pas un bilan exhaustif puisque nous n'avons pas retenu un grand nombre d'actions sectorielles, effectuées par chaque ministère. Mais il fallait bien faire un choix pour rester dans le domaine généraliste et suffisamment court dans la présentation.

Si vous souhaitiez aller plus avant, je pense que chacun des ministres pourra ultérieurement vous présenter le détail de ses actions.

Ce qui a principalement guidé le gouvernement dans ses actions, c'est la relance de l'emploi. Je l'ai déjà dit, les mesures telles que le CAE, pour lesquelles nous avons rajouté, 150 millions au dernier collectif budgétaire pour atteindre 3000 contrats, puis 500 millions de plus aux 3,250 milliards affectés à la politique de l'emploi aidé au budget primitif 2015, ne constituent pas une fin en soi et restent des palliatifs pour répondre à une situation d'urgence.

Ce qui nous guide, c'est l'emploi durable. C'est pourquoi la ministre en charge de l'emploi s'est attelée à la dynamisation des offres et à une politique de formation professionnelle plus performante.

Et c'est aussi pour cette raison que nous agissons au travers de la commande publique, qu'elle vienne du Pays, des communes, ou encore de l'Etat, et principalement en ce qui concerne le BTP.

Pour le Pays, 37,5 milliards de crédits de paiement seront ainsi alloués aux opérations d'investissement l'an prochain, avec une perspective plancher de réalisation de 25 milliards de F (taux de liquidation prévisionnel de **65 %**) représentant une augmentation de +25 % par rapport à 2014.

Nous agissons aussi au soutien de l'activité privée, et je pense notamment aux grands projets étrangers, mais aussi aux projets portés par nos investisseurs locaux qui restent très nombreux et marquent la confiance dans l'avenir de notre pays.

Pour cette conférence de presse, nous allons donc vous présenter un power-point qui retrace les actions du gouvernement par grande thématique et, au besoin, chaque ministre pourra intervenir pour préciser les actions présentées dans ce document.